

Questions orales

M. Turner (Vancouver Quadra): Est-ce ainsi que le vice-premier ministre estime que le gouvernement et le Parlement doivent s'occuper d'un dossier d'une telle importance pour la vie culturelle, économique et sociale du Canada?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor): Monsieur le président, il s'agit là d'un dossier et d'un débat très importants. Voilà pourquoi je m'étonne que le très honorable chef de l'opposition tienne à déchirer l'accord avant même de l'avoir vu. Je trouve que c'est tout à fait irréfléchi.

En fait cette question a été longuement débattue à la Chambre et dans le pays, à commencer par la Commission royale présidée par son ex-collègue, qui a coûté aux contribuables canadiens dans les 24 millions de dollars. Cette commission a procédé à une analyse très complète de l'économie globale du Canada et analysé à fond les avantages et les inconvénients d'un accord de libre-échange avec les États-Unis d'Amérique.

Le comité a tenu deux semaines d'audiences parlementaires et il y en aura deux autres. Il y a eu plusieurs jours de débats à la Chambre. Ce sujet a dominé la période des questions.

Je sais que le très honorable parlementaire a été alité pendant une semaine à peu près. Nous le regrettons, et nous lui souhaitons bon retour à la Chambre, mais je suis persuadé qu'il a pu suivre le débat même de son lit. J'espère qu'il va continuer de le faire.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: De son lit de malade? C'est mesquin, Don!

M. Gauthier: Vous êtes malade vous-même!

M. Mazankowski: Je ne suis pas aussi malade que l'honorable parlementaire qui n'a pas le cran de se lever pour dire ce qu'il a à dire.

Je pense que ce que le très honorable parlementaire a à faire en priorité, c'est de rentrer dans sa circonscription pour aplanir les difficultés qu'il a là-bas parce qu'il est bien évident que ses électeurs ne pensent pas comme lui là-dessus.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, ce qu'il y a de certain c'est qu'on fait mieux comme façon de parler aux malades.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Je crois savoir que le premier ministre a des difficultés dans sa circonscription de Manicouagan. Je lui lance une invitation au nom de la population de Quadra: qu'il vienne dans Quadra et nous nous mesurerons face à face sur cette question, à Vancouver même.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, comme vous avez la circonscription voisine, je vous choisis comme arbitre.

Des voix: Oh, oh!

[Français]

LE LIBRE-ÉCHANGE—ON DEMANDE POURQUOI LE CANADA DOIT SUIVRE L'ORDRE DU JOUR DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le premier ministre était contre le libre-échange durant sa campagne à la direction de son parti. Il a même mené la dernière campagne électorale sans faire mention d'une entente de libre-échange avec les États-Unis. Maintenant, il insiste pour faire adopter une entente dont personne n'a vu le texte définitif. Et quand on le verra, il sera trop tard pour le modifier. Le premier ministre soutient que cette entente doit être adoptée par le Parlement en décembre pour être signée le 2 janvier. Je ne cherche pas à déranger les plans clandestins, les plans secrets du gouvernement pour signer une entente entre le premier ministre et le Président des États-Unis en janvier, mais est-ce que le vice-premier ministre peut nous dire pourquoi nous sommes obligés de suivre l'ordre du jour des États-Unis pour analyser notre affaire ici au Parlement, pour clarifier la situation pour le Canada?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, dans ce dossier la position du premier ministre et du gouvernement du Canada est très claire. Je pense que le chef de l'opposition a le devoir de faire connaître clairement aux Canadiens sa position à lui sur ce sujet.

Je sais qu'il est favorable au libre-échange. Je sais qu'il a dit à un certain moment qu'il était favorable à cet accord mais qu'il aimerait l'améliorer. Puis il a dit qu'il ne l'aimait pas et qu'il allait donc le déchirer. Cette semaine il a dit qu'il fallait commencer uniquement par le biais des négociations multilatérales du GATT, alors que la semaine dernière ses députés condamnaient le jugement du GATT.

Quel est le point de vue du chef de l'opposition sur cette importante question des échanges? Il a le devoir, envers le pays et envers la Chambre, de nous dire très clairement son opinion.

M. Garneau: Monsieur le Président, si le vice-premier ministre veut connaître la position du parti libéral et de mon chef, il peut lire le hansard. Nous en avons débattu à la Chambre en mars. S'il se reporte au hansard, il saura exactement quelle est notre position.

● (1425)

M. Epp (Provencher): Quelle est la date?

M. Garneau: Ils demandent la date. Je vous donnerai celle de juin 1983 pour voir ce que votre premier ministre disait au sujet du libre-échange.